

Congrès AFSP Toulouse 2007

Table ronde 5

"Les résistances à l'intégration européenne"

Session 1

CAUTRES Bruno (CEVIPOF) et MONCEAU Nicolas (IEP de Grenoble, PACTE)

bruno.cautres@sciences-po.fr

nmonceau@yahoo.com

<p>L'eurospecticisme face à l'adhésion de la Turquie à l'UE Les opinions publiques européennes et turque</p>
--

Dans les dernières années, la question de la candidature de la Turquie à l'Union Européenne (UE) a mis en relief de façon singulière les débats sur le déficit démocratique de l'Europe, dont témoignerait le décalage entre les décisions des élites politiques et les aspirations des citoyens européens. Analysant le discours politique et académique sur le déficit démocratique de l'UE, Paul Magnette montre comment celui-ci a connu un tournant majeur à partir du milieu des années 1990. Portant jusque-là principalement sur des questions d'ordre institutionnel, à travers le fonctionnement jugé non démocratique du Parlement européen, les débats se sont alors tournés vers la promotion de la « société civile » et de la participation directe [Magnette, 2006].

Depuis le sommet européen d'Helsinki de décembre 1999, qui reconnaît le statut de pays candidat à la Turquie, suivi de l'ouverture des négociations d'adhésion en octobre 2005, la « question turque » a suscité une forte controverse dans les Etats membres de l'UE. Les réticences croissantes des citoyens européens face à la perspective de l'adhésion de la Turquie se sont conjuguées à l'opposition de certains gouvernements et formations politiques sur le plan national. En suscitant une opposition significative entre peuples et élites, le processus d'intégration européenne de la Turquie éclaire sous un nouvel angle les enjeux posés par le clivage entre légitimité démocratique par les *outputs* (gouvernement « pour le peuple ») et légitimité démocratique par les *inputs* (gouvernement « par le peuple ») [Scharfz, 2000]. Le clivage croissant entre élites politiques et citoyens européens sur la question de l'adhésion de la Turquie à l'UE, mis en évidence par les enquêtes d'opinion, pose en effet la question de la légitimité politique de l'UE à travers les enjeux posés par les élargissements futurs. Elle s'inscrit aussi dans une dynamique plus générale observée depuis le début des années 1990 et marquée par la rupture du « consensus permissif » des populations européennes à l'égard de l'évolution du projet européen¹.

Comment expliquer les réticences, sinon l'hostilité, des citoyens européens face à la candidature turque et la montée d'un euroscepticisme en Turquie ? Quelles sont les logiques sociales et politiques qui structurent les attitudes à l'égard de l'Europe et plus particulièrement à l'égard de l'adhésion de la Turquie à l'UE ? Quel est le poids des

¹ Depuis les années 1970, à la suite des politistes américains Leon Lindberg et Stuart A. Scheingold, de nombreux travaux se sont appuyés sur la notion de « consensus permissif » pour expliquer les attitudes des citoyens à l'égard de l'intégration européenne, qui se révélaient fortement positives tout en étant faiblement structurées. Cet « acquiescement de façade », selon l'expression d'Annick Percheron, se traduit alors par la conjugaison d'un fort soutien à l'UE et au processus d'intégration européenne associée à une faible connaissance des objets relatifs à ces derniers [Lindberg et Scheingold, 1970 ; Percheron, 1991].

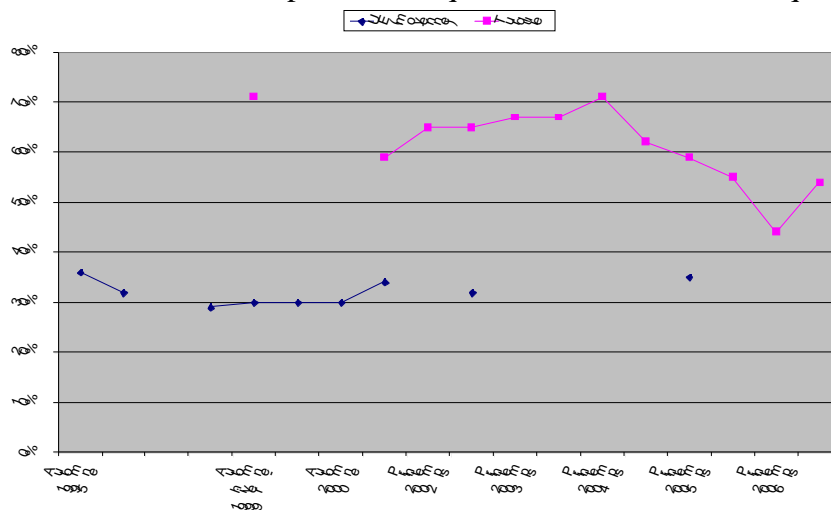
contextes nationaux et des débats publics dans les variations des opinions à l'égard de la question turque ? Dans quelle mesure les grands modèles d'analyse des attitudes à l'égard de l'Europe sont-ils opératoires dans le cas de la Turquie ? Enfin, la question turque cristallise-t-elle la formation de tendances communes propres à l'ensemble des citoyens européens ou au contraire spécifiques à certains d'entre eux ?

Pour répondre à ces questions, cette communication s'appuiera sur les données des grandes enquêtes internationales, en particulier les Eurobaromètres (EB) réalisées par la Commission européenne [Bréchon et Cautrès, 1998], ainsi que sur celles d'enquêtes nationales réalisées en Turquie. Elle présente tout d'abord un état des lieux de l'eurospecticisme en Europe et en Turquie face à la question de l'adhésion de la Turquie à l'UE. Elle analyse ensuite les logiques du refus de l'adhésion de la Turquie à l'UE à travers une prise en compte de la multidimensionnalité des opinions en Europe et en Turquie. Elle confronte, enfin, l'apport des grands modèles d'analyse des attitudes à l'égard de l'Europe à la compréhension du phénomène de l'eurospecticisme en Turquie.

I - L'eurospecticisme face à l'adhésion de la Turquie à l'UE : un miroir inversé en Europe et en Turquie

L'examen des tendances enregistrées par les EB depuis le milieu des années 1990 permet d'établir le constat suivant : L'Europe et la Turquie se révèlent comme un miroir inversé face à la question de l'adhésion de la Turquie à l'UE. En effet, on peut observer un eurospecticisme stable dans les deux cas, mais majoritaire en Europe et minoritaire en Turquie.

Graphique 1 : Le soutien en Europe et en Turquie à l'adhésion de la Turquie à l'UE



Source : Eurobaromètres

Les résultats des enquêtes d'opinion réalisées dans les Etats membres de l'UE sur l'adhésion de la Turquie à l'UE permettent d'établir deux enseignements principaux. Tout d'abord, on observe une structuration croissante des opinions des citoyens européens sur la question turque au fil des années, qui se traduit notamment par une diminution sensible des pourcentages de « sans opinion » depuis la première formulation des EB en 1986². Dans un

² Lorsque la question de l'adhésion de la Turquie est abordée pour la première fois dans les EB, les citoyens européens expriment une large indifférence face à cette perspective. A la question « Si la Turquie demandait à être admise comme pays membre de la Communauté européenne, quelle serait votre opinion ? Seriez-vous

contexte européen marqué par l'élargissement de l'UE à dix nouveaux Etats membres en 2004 et par l'accélération du processus d'intégration européenne de la Turquie, les années 2001-2005 semblent correspondre ainsi à une période de cristallisation et de structuration des opinions des citoyens européens, qui se traduit par la baisse régulière des « sans opinion », face à un enjeu qui est devenu une perspective politique plus concrète et proche dans le temps depuis le sommet européen d'Helsinki de 1999, qui reconnaît le statut de pays candidat à la Turquie, et le Conseil européen de 2004, qui fixe une date d'ouverture des négociations en vue de l'adhésion de la Turquie à l'UE. Ensuite, on peut mesurer une stabilité des opinions de la majorité des citoyens européens, qui s'avèrent marquées par de fortes réticences, sinon une hostilité, à la candidature turque même si de fortes variations apparaissent selon les pays ou les groupes de pays. Concernant le soutien à l'adhésion, aucune enquête d'opinion n'a obtenu à ce jour des résultats positifs concernant la candidature de la Turquie à l'UE. Dans les années 2002-2005, la Turquie recueille le soutien le plus faible et l'opposition la plus forte parmi une liste de douze pays candidats et non candidats. Comme le montrent sur la figure les tendances mesurées par les vagues successives des EB, la part des citoyens européens interrogés défavorables à l'adhésion de la Turquie se maintiennent entre 44% et 49% durant la période 1995-2002 tandis que les opinions favorables évoluent entre 32% et 36% au cours de la période considérée. Si une majorité relative des citoyens européens s'affirme défavorable à l'adhésion de la Turquie à l'UE depuis les années 1980, on observe cependant une augmentation régulière de cette opposition depuis 2001, qui croît de 46% à l'automne 2001 à 52% au printemps 2005³.

Tel un miroir inversé, les tendances observées en Turquie par les EB depuis l'année 2001 mettent en évidence un soutien fort et stable des citoyens turcs à l'adhésion de leur pays à l'UE. En effet, les taux d'opinions favorables et défavorables se maintiennent au cours de la période étudiée dans des fourchettes situées respectivement autour de 65% et de 15% en moyenne. Au niveau européen, la Turquie figure ainsi dans un groupe de huit pays (aux côtés de la Bulgarie et de la Roumanie, autres pays candidats qui ne font pas partie de la vague d'adhésion de 2004, ainsi que de Chypre et des Etats membres les plus europhiles comme l'Irlande ou le Benelux) au sein desquels le soutien à l'appartenance à l'UE s'avère le plus intense avec plus de deux tiers des opinions exprimées.

Si les principaux indicateurs confirment un soutien élevé et stable des citoyens turcs à l'appartenance de leur pays à l'UE, les résultats des EB réalisées en Turquie depuis l'année 2001 mettent paradoxalement en évidence des opinions et des attitudes faiblement structurées vis-à-vis de l'Europe, qui se mesurent en particulier par une très forte méconnaissance de l'Europe et de l'UE, ainsi que par une forte absence de confiance à l'égard de l'UE⁴. Si le niveau des connaissances portant sur l'Europe et l'UE apparaît faible dans la plupart des PECO ayant adhéré à l'UE depuis 2004 ou candidat à l'adhésion, il se révèle le plus faible en Turquie de façon stable au cours des cinq dernières années. A

très favorable, favorable, opposé, très opposé, ou indifférent ? », plus de la moitié des britanniques et des espagnols ainsi qu'un tiers environ des Français et des Allemands de l'ouest se déclarent en effet indifférents. Au printemps 2005, le taux de sans opinion se maintient autour de 13% en moyenne dans l'UE25 et dans l'UE15 (9% en France, 18% en Grande-Bretagne, 26% en Espagne et 5% chez les Allemands de l'ouest).

³ Pour une présentation plus approfondie de l'état des opinions en Europe face à la « question turque », voir la communication présentée par Bruno Cautrès et Nicolas Monceau sur « Les opinions publiques européennes face à la question de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne », lors de la journée d'étude de la Section d'Etudes Européennes de l'AFSP, intitulée « L'adhésion de la Turquie à l'Union européenne : enjeux et perspectives » à l'IEP de Paris le 9 février 2007.

⁴ Dans les EB, le niveau de connaissance de l'UE est mesuré par trois types d'indicateurs : 1 – le niveau de « connaissance objective » sur l'UE, généralement évalué sous la forme d'un quizz portant sur l'histoire de l'UE, ses symboles, ses institutions et ses politiques ; 2 - l'auto-perception des connaissances de l'UE par les personnes interrogées ; 3 - le sentiment d'être informé sur l'élargissement de l'UE.

l'automne 2004, 34% des Turcs ne peuvent répondre correctement à aucune question sur l'histoire, les institutions ou les symboles de l'UE ; 76 % estiment par ailleurs ne pas être informés de l'élargissement de l'UE et moins de 40 % font confiance à la Commission de Bruxelles, au Parlement européen et au conseil des ministres. De même, le taux de sans-réponses est nettement plus élevé en Turquie que dans les pays de l'UE (Monceau, 2006 et 2003). La Turquie apparaît ainsi paradoxalement comme l'un des pays candidats, au cours de ces dernières années, qui a le plus soutenu l'appartenance à l'UE tout en se révélant le moins informé et le plus méfiant à l'égard de l'UE.

Enfin, on observe la montée croissante d'un eurospecticisme en Turquie au cours des dernières années, qui s'est traduite par une chute d'opinions favorables à l'Europe de 71% au printemps 2004 à 44% au printemps 2006. Parallèlement, le niveau des opinions pour qui l'appartenance à l'UE serait une « mauvaise chose » a augmenté de 9% à 25% au cours de la même période.

II - Les logiques du refus de l'entrée de la Turquie dans l'UE : eurospectiques européens versus eurospectiques turcs

Comment expliquer le fort eurospecticisme en Europe et le faible eurospecticisme en Turquie concernant l'adhésion de la Turquie à l'UE ? Comment s'articule l'eurospecticisme en Europe et en Turquie avec les logiques d'opinion sur la Turquie ? Les eurospectiques turcs, qui apparaissent de plus en plus nombreux, présentent-ils les mêmes caractéristiques et profils que les eurospectiques européens qui sont majoritaires dans l'ensemble des Etats membres de l'UE ? Afin de répondre à ces questions, nous allons aborder dans un premier temps la multi-dimensionnalité des opinions sur la Turquie en Europe, puis nous présenterons plusieurs études de cas en Europe (France, Allemagne, Royaume-Uni et Pologne), enfin nous traiterons de la mosaïque des opinions en Turquie.

II.1 La multidimensionnalité des opinions sur la Turquie en Europe

Nous avons jusqu'à présent analysé les variations temporelles et spatiales du soutien à l'adhésion de la Turquie à l'UE. Pour ce faire, nous avons rappelé les principaux résultats issus des enquêtes d'opinion disponibles, le Eurobaromètres en particulier. Ces résultats sont néanmoins limités à une seule dimension du soutien ou du rejet de la Turquie dans l'UE, à savoir un simple contraste entre les deux options. Mais les logiques d'opinions peuvent être plus complexes, notamment sur les raisons pour lesquelles on rejette le principe de cette adhésion. Pour analyser de manière plus détaillée les logiques d'opinion et rentrer dans la « boîte noire » des motivations des citoyens européens, nous ferons à présent usage d'une batterie d'items disponibles dans la vague de l'automne 2005 de l'Eurobaromètre. Cette batterie d'items est présentée au tableau ci-dessous. Il s'agit de 9 items relatifs à « l'identité européenne » de la Turquie et aux valeurs qui sous-tendent le projet d'adhésion. On remarque tout d'abord que les pourcentages de sans-réponses peuvent être élevés mais qu'ils varient significativement selon les items : ce sont les items qui sont les plus abstraits qui obtiennent les taux de non-réponses les plus élevés. On remarque aussi que l'opinion des européens semble particulièrement concernée par la conditionnalité de l'adhésion de la Turquie au respect des droits de l'homme et à l'évolution économique. Si les européens pensent que la Turquie appartient bien à l'Europe par sa géographie (compréhension continentale de la question), la dimension historique et culturelle pose davantage question. Le territoire et la culture semblent ici ne pas se recouvrir totalement.

Tableau 1 : Neuf indicateurs à propos de l'adhésion de la Turquie à l'UE (% moyens sur l'ensemble des 25 pays)

	% d'accord	% ne sait pas
Pour pouvoir adhérer à l'UE dans une dizaine d'années la Turquie devra respecter systématiquement les droits de l'homme	84	10
Pour pouvoir adhérer à l'UE dans une dizaine d'années la Turquie devra avoir amélioré significativement son niveau économique	77	13
L'adhésion de la Turquie risquerait d'encourager l'immigration vers les pays les plus développés de l'UE	65	13
La Turquie appartient en partie à l'Europe de par sa géographie	56	14
Les différences culturelles entre la Turquie et les Etats membres sont trop importantes pour permette cette adhésion	56	13
La Turquie appartient en partie à l'Europe de par son histoire	41	11
L'adhésion de la Turquie à l'UE favoriserait la compréhension mutuelle des valeurs européennes et musulmanes	36	15
L'adhésion de la Turquie à l'UE renforcerait la sécurité dans la région	35	16
L'adhésion de la Turquie favoriserait le rajeunissement d'une population européenne vieillissante	27	21

Source : Eurobaromètre 64.2, automne 2005

Plus fondamentalement, quelles sont les grands clivages d'opinion qui organisent les réponses données sur chacun des 9 items ? L'analyse à plat (tableau ci-dessus) permet déjà de repérer quels sont ceux qui clivent le plus les opinions publiques européennes. Pour poursuivre l'analyse, il conviendrait à présent de les trier par un ensemble de variables sociologiques, politiques et d'appartenances nationales : les opinions européennes sur la question de la Turquie en Europe sont en effet segmentées pour des clivages socio-politiques qui ne sont pas complètement homogènes d'un pays à l'autre. C'est ce que nous ferons dans nos analyses à venir. Nous voudrions ici nous concentrer sur les logiques qui organisent les réponses à ces 9 items et tenter de condenser en un ensemble de quelques dimensions ces réponses. Condenser les réponses aux 9 items relève d'une démarche basée sur l'hypothèse que les réponses à ces 9 items sont orientées par une ou des variables latentes. Pour explorer cette hypothèse et tester s'il existe une ou des variables latentes sous-jacentes aux réponses à ces 9 items, nous devons faire usage de techniques d'analyse des données qui permettent de dégager leur multidimensionnalité éventuelle. Nous avons opté pour une analyse des correspondances multiples spécifique (ACM spécifique)⁵ qui

5 Ce type d'analyse factorielle permet de s'affranchir des solutions habituellement mises en œuvre pour traiter la question des non-réponses en ACM. Habituellement, soit en écarte de l'analyse les individus ayant choisi ces modalités, soit on passe en modalités supplémentaires les non-réponses. En d'autres termes on tronque le fichier des données en lui supprimant soit des individus, soit des modalités de réponses. L'ACM spécifique permet de conserver dans l'analyse les individus ayant choisi la non-réponse à certains items mais pas à d'autres. Pour une présentation méthodologique de cette technique : Brigitte Le Roux. Analyse

permet de traiter de manière adaptée la question des non-réponses. Les taux de non réponse à ces 9 items varient en effet de 10 à 21 (ce taux très élevé est obtenu sur l'item qui concerne le rajeunissement de la population européenne qui serait favorisé par l'adhésion de la Turquie).

L'analyse a été conduite sur les 9 items de réponses, recodés entre modalités d'accord et de désaccord (codage binaire pour chacun, soit 18 modalités de réponses en tout) ; on a projeté sur le nuage des points, la variable d'appartenance nationale en variable supplémentaire. L'analyse permet tout d'abord de distinguer trois dimensions qui rendent compte ensemble de 60.6% de la variance (inertie) du nuage des points. A elles seules, ces trois dimensions permettent donc d'expliquer près des 2/3 de la variance des réponses. Notons que l'analyse est conduite simultanément sur l'ensemble des 25 pays membres.

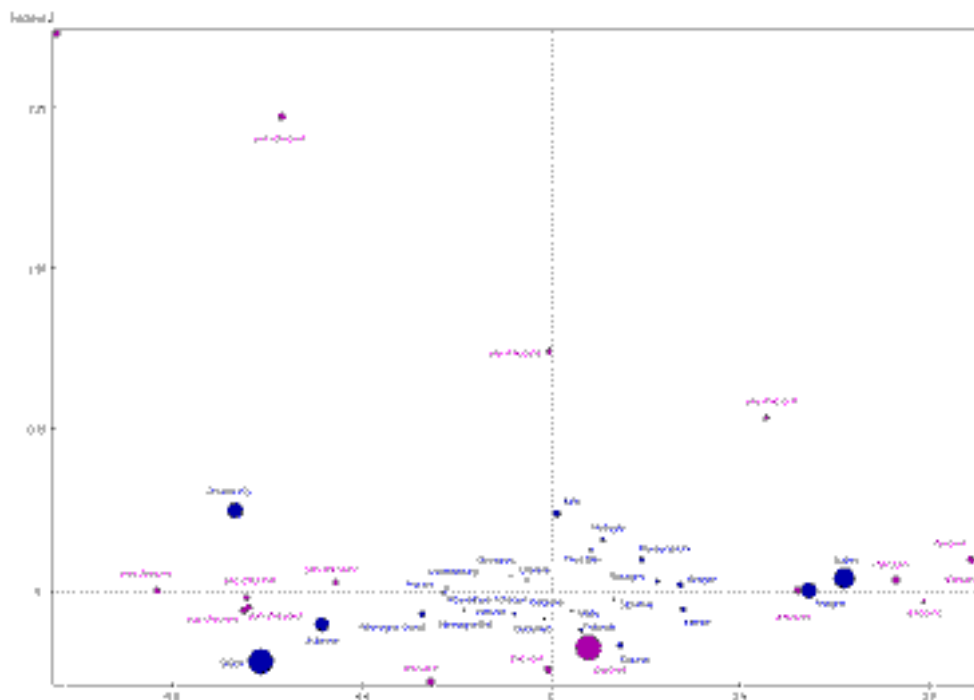
La première dimension (28.73% de l'inertie totale) rend compte des oppositions les plus marquées dans les opinions publiques européennes. Elle oppose l'adhésion ou le rejet à une vision de la Turquie en Europe pour des raisons historico-culturelles et géopolitiques : les items de réponse qui structurent le plus cette dimension sont ceux qui concernent la compréhension mutuelle des « valeurs européennes » et « musulmanes » ou la « sécurité dans la région » qu'entraînerait l'adhésion de la Turquie, ainsi que l'appartenance de la Turquie à l'Europe de par sa géographie et son histoire. En d'autres termes, la première dimension oppose entre elles les opinions qui touchent au principe même de la Turquie en Europe, au sens continental. La seconde dimension (20.99% de l'inertie totale), concerne spécifiquement les craintes relatives aux différences culturelles et à l'immigration : alors que la première dimension « ramassait » avec les opinions relatives à l'appartenance historique de la Turquie à l'Europe l'opinion sur la compréhension mutuelle entre les cultures, la seconde dimension fait ressortir l'opposition entre les items les plus « durs » sur les questions culturelles et oppose deux univers de réponses : d'un côté ceux qui pensent que « les différences culturelles entre la Turquie et les Etats membres de l'Union européenne sont trop importantes » pour permettre l'adhésion et qui craignent que cette adhésion ne risque « d'encourager l'immigration vers les pays les plus développés de l'Union européenne » ; d'une autre côté ceux qui pensent l'inverse. Cette seconde dimension fait donc ressortir, au-delà du principe même de la Turquie en Europe, une nette opposition entre les raisons pour lesquelles cette adhésion est acceptée ou rejetée.

On peut, dans un premier temps, s'arrêter au plan factoriel principal, celui engendré par la représentation conjointe des deux premières dimensions (orthogonales par construction). Sur ce plan factoriel, on projette en modalités supplémentaires les appartenances nationales. On ne retenant que les pays qui s'opposent le plus, on voit que la géographie des opinions sur l'adhésion de la Turquie en Europe n'est pas la géographie habituelle des opinions sur l'UE ou l'Europe en général. Les deux pays les plus défavorables à l'adhésion de la Turquie (au sens des deux dimensions) sont la Grèce et Chypre pour d'évidentes raisons politiques et historiques. L'Autriche, l'Allemagne (dans sa partie Ouest surtout), la France et le Luxembourg rejoignent ce « camp » des opposants à l'adhésion de la Turquie. D'un autre côté, les pays les plus favorables sont la Suède et la Pologne (pays habituellement assez eurosceptiques), rejoint par le Royaume-Uni, la Hongrie, l'Irlande, l'Espagne. Ce groupe de pays comprend donc à la fois des pays traditionnellement europhiles et des pays traditionnellement eurosceptiques. Comme on le voit, les opinions publiques européennes, lorsqu'on les regarde sous un angle national, peuvent se positionner vis-à-vis de l'adhésion de la Turquie à l'UE pour des raisons diversifiées et qui peuvent venir en écho à leurs positions sur l'UE et l'Europe en général.

spécifique d'un nuage euclidien : application à l'étude des questionnaires. *Mathématique, Informatique et Sciences Humaines*, 3è (n°146), 1999, p. 65-83.

En d'autres termes, on peut être favorable ou défavorable à l'adhésion de la Turquie à l'UE par ce qu'on est favorable à l'intégration européenne ou, au contraire, parce qu'on y est défavorable. Elargissement et approfondissement continuent ainsi de rythmer les opinions des citoyens européens.

Graphique 2 : Premier plan factoriel de l'ACM spécifique sur 9 items d'opinions sur l'adhésion de la Turquie à l'UE



Source : Eurobaromètre 64.2, automne 2005

La troisième dimension (10.92% de l'inertie totale), oppose entre eux les pôles de réponses sur la question du « rajeunissement d'une population européenne vieillissante » que l'adhésion de la Turquie favoriserait : d'un côté ceux qui pensent que la Turquie appartient à l'Europe de par son histoire et sa géographie mais que son adhésion ne favoriserait pas un tel rajeunissement ; d'un autre côté ceux qui pensent que la Turquie n'appartient pas à l'Europe de par son histoire et sa géographie mais que son adhésion favoriserait ce rajeunissement. Cette troisième dimension est plus délicate à interpréter. Tentons une piste d'explication : le premier pôle d'opinions manifeste une opinion favorable au principe même de la Turquie en Europe mais qui rejette un item de réponse aux connotations qui sont troubles (« favoriser le rajeunissement d'une population européenne vieillissante ») ; d'un autre côté ceux qui par vision pragmatique ou pessimiste sur l'avenir démographique de l'Europe rejettent l'appartenance historique de la Turquie au continent mais se représentent cette adhésion à travers ce qu'ils perçoivent de la population turque. Cette troisième dimension, on le sent bien, joue sur des systèmes d'opinions complexes et ambigus : être d'accord avec l'opinion selon laquelle l'adhésion de la Turquie à l'UE pourrait « favoriser le rajeunissement d'une population européenne vieillissante » peut être davantage révélateur d'une attitude hostile à l'élargissement, se masquant sous l'apparence d'une opinion positive mais sur un stéréotype qui en fait « stigmatise » la Turquie et la « vieille » Europe à la fois. On ne peut ici qu'émettre une telle hypothèse qui devra être vérifiée par la suite, notamment par le croisement des scores

En moyenne européenne, nous avons donc autant de répondants qui ont un score supérieur à la médiane que de répondants qui ont un score inférieur.

On peut dans un premier temps distribuer les pays sur chacune de ces deux variables séparément.

Tableau 2 : Le niveau de soutien à l'UE selon les pays (% horizontaux)

	Soutien -	Soutien +
Belgique	44,8	55,2
Danemark	48,4	51,6
Allemagne Ouest	50,3	49,7
Allemagne Est	52,4	47,6
Grèce	36,2	63,8
Espagne	33,1	66,9
Finlande	69,4	30,6
France	54,9	45,1
Irlande	23,7	76,3
Italie	45,1	54,9
Luxembourg	31,6	68,4
Pays Bas	48,3	51,7
Autriche	68	32
Portugal	44,6	55,4
Suède	65,5	34,5
Royaume-Uni	66,7	33,3
Chypre (S)	53,0	47,0
République Tchèque	48,1	51,9
Estonie	51,7	48,3
Hongrie	55,9	44,1
Lettonie	54,2	45,8
Lituanie	38,5	61,5
Malte	47,6	52,4
Pologne	42,9	57,1
Slovaquie	43,0	57,0
Slovénie	42,2	57,8
Taux moyens	50,0	50,0

Source : Eurobaromètre 64.2, automne 2005. Nota bene : les dénominations de « soutien - » et de « soutien + » doivent être considérées comme conventionnelles et ne prennent leur sens que vis-à-vis de la méthode des quartiles retenue pour discrétiser les scores factoriels

Tableau 3 : Le niveau de soutien à l'adhésion de la Turquie selon les pays (% horizontaux)

	Rejet -	Rejet +
Belgique	54,5	45,5
Danemark	54,9	45,1
Allemagne Ouest	64,1	35,9
Allemagne Est	63,9	36,1
Grèce	74,3	25,7
Espagne	52,1	47,9
Finlande	52,5	47,5
France	61,9	38,1
Irlande	46,8	53,2
Italie	52,8	47,2
Luxembourg	64,3	35,7
Pays Bas	49,0	51,0
Autriche	72,0	28,0
Portugal	54,3	45,7
Suède	29,3	70,7
Royaume- Uni	46,1	53,9
Chypre (S)	76,3	23,7
République Tchèque	55,7	44,3
Estonie	49,9	50,1
Hongrie	41,5	58,5
Lettonie	59,0	41,0
Lituanie	60,6	39,4
Malte	53,4	46,6
Pologne	34,0	66,0
Slovaquie	59,5	40,5
Slovénie	49,3	50,7
Taux moyens	50,0	50,

Source : Eurobaromètre 64.2, automne 2005. Nota bene : les dénominations de « rejet - » et de « rejet + » doivent être considérées comme conventionnelles et ne prennent leur sens que vis-à-vis de la méthode des quartiles retenue pour discrétiser les scores factoriels

Ces deux tableaux nous permettent de retrouver les géographies bien connues des opinions européennes face au soutien à l'UE en général et face à l'adhésion de la Turquie. Sur ce dernier point, on retrouve ici les résultats établis au début de ce texte. Plutôt que de prolonger l'analyse séparée des deux tableaux, nous choisissons de croiser les deux variables et de répartir dans le tableau 4 les pays. Par rapport aux variables codées en deux positions (soutien fort/faible) utilisées juste avant, nous introduisons une nuance, le soutien « moyen », autour de la valeur médiane de nos distributions. Le tableau à neuf cases que l'on obtient permet de voir à quel point la question de l'adhésion de la Turquie fait éclater en morceaux la géographie habituelle du soutien à l'UE : des pays eurosceptiques peuvent

à la fois soutenir l'adhésion de la Turquie (par exemple le Royaume-Uni) ou la rejeter (par exemple l'Autriche). La réciproque est toujours vraie du côté des pays « europhiles ».

Tableau 4 : Typologie des 25 membres de l'UE selon deux critères : le niveau de soutien à l'UE et le degré de rejet de l'adhésion de la Turquie à l'UE

	Rejet faible	Rejet moyen	Rejet fort
Soutien fort	Pologne Irlande	Slovénie Portugal Italie Espagne Belgique	Slovaquie Lituanie Luxembourg Grèce
Soutien moyen	Hongrie	Malte Estonie Pays-Bas Danemark	Lettonie République tchèque Chypre France Allemagne
Soutien faible	Royaume-Uni Suède	Finlande	Autriche

Ce tableau présente un intérêt majeur pour nos futures recherches : il peut servir de base à une sélection des cas pour une analyse plus approfondie des motivations sociologiques et politiques du rejet de l'adhésion de la Turquie à l'UE. Bien entendu, ce tableau ne fait que nous mettre sur la piste des configurations historiques et nationales qui forgent dans chaque pays le niveau de rejet à l'adhésion et ses contours.

II.2 Un modèle européen d'opinions ou des modèles européens ? Une étude de cas : France, Royaume-Uni, Allemagne, Pologne

La structure factorielle des attitudes vis-à-vis de l'adhésion de la Turquie à l'UE que nous avons observée dans l'ensemble de l'UE, tous pays confondus, se retrouve-t-elle exprimée de manière identique d'un pays à l'autre ? On peut en effet faire l'hypothèse que des configurations nationales des débats publics sur l'adhésion turque existent ne serait-ce que parce que la question n'est pas posée de manière identique dans tous les pays. Nous avons décidé de tester cette hypothèse en scindant l'analyse factorielle par pays mais pour un nombre restreint de pays seulement : la France, où la question des futurs élargissements s'est clairement focalisée sur l'adhésion turque depuis quelques années ; le Royaume-Uni, pays ancré dans un euroscepticisme de l'opinion publique vis-à-vis de l'Europe en général mais dont les positions gouvernementales sont favorables aux élargissements futurs ; l'Allemagne, compte-tenu de sa population d'origine turque ; la Pologne, afin de disposer d'un point de comparaison entre anciens et nouveaux membres de l'UE. Nous faisons en effet une hypothèse complémentaire, à savoir que les frontières « mentales » de l'UE ne sont pas pensées de la même manière dans des pays membres de l'UE depuis plusieurs décennies et dans des pays ayant rejoint l'union depuis seulement quelques années.

On constate tout d'abord que la multidimensionnalité des opinions révélée par l'analyse factorielle sur l'ensemble de l'UE se retrouve dans les quatre pays sélectionnés. Dans aucun de ceux-ci, on ne peut résumer la structure des opinions publiques vis-à-vis de l'adhésion de la Turquie par une seule dimension de soutien ou de rejet. Les opinions

publiques française, britannique, allemande et polonaise sont inscrites dans un rapport pluriel et non homogène à la question de l'adhésion turque. Dans les quatre pays, la première dimension extraite par l'analyse factorielle est de même nature que celle que l'on observe dans l'ensemble de l'Union : les items de réponse qui structurent cette dimension sont à nouveau ceux qui se rapportent aux raisons historico-culturelles et géopolitiques de soutien ou de rejet. C'est particulièrement le cas en France où ce sont les mêmes items de réponse que pour l'ensemble de l'UE qui structurent le plus cette dimension ; mais c'est aussi le cas au Royaume-Uni, en Allemagne ou en Pologne. Dans les quatre pays, le clivage d'opinions le plus structurant oppose donc les visions les plus favorables aux visions les plus défavorables à l'adhésion turque en termes de compréhension mutuelle entre « valeurs européennes » et « valeurs musulmanes », d'impact de cette adhésion sur « la sécurité dans la région » et d'appartenance de la Turquie à l'Europe de par son histoire ou sa géographie. La part de variance expliquée par cette première dimension factorielle varie d'un pays à l'autre de 28.70% (Royaume Uni) à 30.16% (Allemagne).

La seconde dimension que nous avons identifiée pour l'ensemble de l'UE opposait les craintes relatives aux différences culturelles et à l'immigration. Elle se retrouve également en seconde dimension pour les quatre pays choisis, même si des différences apparaissent à présent : pour certains pays, l'Allemagne en particulier, la conditionnalité de l'adhésion turque au respect des droits de l'homme et à l'amélioration significative de l'économie turque est à présent davantage associée à cette seconde dimension que ce n'était le cas pour l'ensemble de l'UE. Cette seconde dimension explique selon les pays entre 18.76% de la variance (Pologne) et 21.15% (France). Nous avons enfin fait le constat qu'une troisième dimension, aux contours plus difficiles à interpréter, pouvait être identifiée pour l'ensemble de l'UE et qu'elle se constituait essentiellement sur les opinions vis-à-vis du « rajeunissement » démographique que l'adhésion turque pouvait incarner, associées aux opinions sur l'appartenance de la Turquie à l'Europe par son histoire ou sa géographie. Cette troisième dimension n'apparaît plus aussi clairement dans nos quatre pays et intervient en quatrième dimension, la troisième se structurant seulement sur les opinions vis-à-vis de l'appartenance de la Turquie à l'Europe par son histoire et sa géographie. Des analyses conduites sur davantage de cas nationaux montreraient donc que ce n'est que dans certains pays que le thème du « rajeunissement » européen par l'adhésion de la Turquie est associé aux opinions sur son appartenance historique et géographique à l'Europe.

La structure des opinions publiques nationales que nous avons choisies d'étudier est donc, pour les deux premières dimensions (les plus clivantes) et à quelques nuances près, très homothétique vis-à-vis de celle de l'ensemble de l'Union. Cette congruence est-elle cimentée par des variables sociologiques ? Les opinions vis-à-vis de l'adhésion turque connaissent en fait une sociologie relativement récurrente avec ici aussi quelques exceptions. La trame sociologique commune aux quatre pays est celle d'un rejet plus net, voire nettement plus net, de cette adhésion parmi les catégories les plus âgées, les moins diplômées, les femmes, souvent mais pas toujours les plus rurales et parmi les retraités ainsi que les milieux professionnels populaires. Ces contours sociologiques sont assez proches de ceux du refus de l'Europe en général.

II.3 La mosaïque des opinions sur l'Europe en Turquie

Afin de mettre « en miroir » les opinions publiques « européennes » et turque, nous avons choisi de répliquer sur les données de l'EB réalisé en Turquie la même série d'analyses factorielles que pour les pays membres de l'UE. L'indicateur le plus général de soutien à l'adhésion de la Turquie à l'UE (être en faveur ou pas), recueille une très large approbation : 75% des turcs interrogés par l'EB à l'automne de 2005 se déclarent en faveur de l'adhésion et 69% pensent que leur pays en tirera bénéfice. Mais on retrouve ici une logique d'opinion classiquement observée, les indicateurs le plus généraux obtenant toujours des scores d'adhésion supérieurs : ainsi, 65% des turcs se déclarent « en faveur des efforts faits pour unifier l'Europe », 59% ont une « image positive » de l'Europe et 56% pensent que l'adhésion de leur pays à l'Union sera une « bonne chose »

On peut dans un premier temps s'intéresser à la manière dont les Turcs eux-mêmes voient « l'euroanéité » de la Turquie. On voit dans les données du tableau 5 que si la conditionnalité (droits de l'homme et économie) de l'adhésion à l'UE est, comme pour l'ensemble des pays membres, en tête des opinions, en revanche la hiérarchie des autres opinions et tout à fait différente de celle que l'on constatait dans le tableau 1. Les opinions qui valorisent l'adhésion de la Turquie à l'UE interviennent juste après celles qui favorisent l'évolution de la Turquie en matière de droits de l'homme et d'économie alors que dans l'ensemble des pays membres l'augmentation de l'immigration intervient en troisième position et le thème des différences culturelles trop importantes intervient en cinquième position.

Nous avons ensuite réalisé une analyse factorielle des neuf mêmes indicateurs. Cette analyse factorielle fait surtout apparaître une première dimension qui oppose les items de réponses les plus favorables et les plus défavorables à l'adhésion de la Turquie, manifestant ainsi que si les opinions favorables sont majoritaires, un segment de la population turque s'inscrit nettement dans le refus de l'Europe.

Cette première dimension oppose les items de réponse qui concernent l'appartenance de la Turquie à l'Europe par son histoire ou sa géographie et la conditionnalité de son adhésion à l'Union : ceux qui pensent que la Turquie appartient à l'Europe par son histoire et sa géographie ne sont pas d'accord sur cette conditionnalité, tandis que l'inverse se vérifie pour ceux qui pensent que la Turquie n'appartient pas à l'Europe par son histoire et sa géographie.

Tableau 5 : Neuf indicateurs à propos de l'adhésion de la Turquie à l'UE, échantillon turc de l'Eurobaromètre

	% d'accord	% ne sait pas
Pour pouvoir adhérer à l'UE dans une dizaine d'années la Turquie devra avoir amélioré significativement son niveau économique	70	17
Pour pouvoir adhérer à l'UE dans une dizaine d'années la Turquie devra respecter systématiquement les droits de l'homme	69	18
L'adhésion de la Turquie favoriserait le rajeunissement d'une population européenne vieillissante	69	18
L'adhésion de la Turquie à l'UE favoriserait la compréhension mutuelle des valeurs européennes et musulmanes	61	18
L'adhésion de la Turquie à l'UE renforcerait la sécurité dans la région	61	17
La Turquie appartient en partie à l'Europe de par sa géographie	59	16
L'adhésion de la Turquie risquerait d'encourager l'immigration vers les pays les plus développés de l'UE	56	21
La Turquie appartient en partie à l'Europe de par son histoire	49	16
Les différences culturelles entre la Turquie et les Etats membres sont trop importantes pour permette cette adhésion	46	20

Source : Eurobaromètre 64.2, automne 2005

Nous avons privilégié l'analyse de cette première dimension qui domine largement l'analyse factorielle. La sociologie des réponses les plus favorables à l'idée de l'appartenance de la Turquie à l'Europe (au sens spatial, historique et culturel) est proche de celle que l'on constate dans les pays membres mais avec des nuances importantes : si les hommes se montrent plus favorables que les femmes, les cadres plus favorables que les ouvriers, ceux qui ont terminé leurs études au-delà de l'âge de 20 ans plus favorables que ceux qui les ont terminés avant 16 ans, en revanche les étudiants et habitants des grandes villes se montrent moins favorables. Les clivages sociologiques qu'exprime cette dimension de l'analyse factorielle ne sont donc que partiellement les mêmes que dans l'Union.

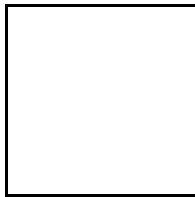
Ces résultats obtenus par l'analyse des EB peuvent être comparés à ceux de sondages nationaux réalisés en Turquie. Selon l'enquête dirigée par Hakan Yılmaz en 2003, 35% des personnes interrogées en Turquie appartiendraient à la catégorie des eurospectiques. Leur profil sociologique révèle une forte proximité avec ceux des eurospectiques en Europe. En effet, les femmes turques s'avèrent plus eurospectiques que les hommes. Si l'âge n'a pas de corrélation avec le niveau de rejet de l'UE, l'eurospecticisme décline avec l'augmentation des revenus. A l'inverse, le rejet de l'UE apparaît plus fort en fonction des indicateurs de religiosité, d'attitudes nationalistes et du mode de vie rural. Les plus fortes expressions d'eurospecticisme sont mesurées chez les femmes au foyer, les ouvriers et les paysans. Enfin, les locuteurs du turc apparaissent plus eurospectiques que les locuteurs du kurde [Yılmaz, 2005 (b)].

La multidimensionnalité des opinions turques vis-à-vis de l'Europe apparaît si l'on considère non plus la question de « l'eupéanité » de la Turquie mais si l'on s'intéresse aux opinions vis-à-vis de l'UE elle-même. On a réalisé ici une analyse factorielle des quatre mêmes indicateurs de soutien général et diffus à l'Union que ceux analysés sur l'ensemble des pays membres. Le graphique 4 représente le plan factoriel engendré par les deux premières dimensions de l'analyse factorielle. La première dimension oppose les items de réponse qui connotent positivement et négativement l'UE (36.69% de la variance) ; la seconde dimension, verticale (16.61% de la variance) oppose les opinions négatives et positives aux opinions neutres.

A ce stade, la structure factorielle que l'on observe est très proche de celle observée parmi les pays membres ; en revanche, la sociologie des réponses est assez différente. Les segments de l'opinion turque les plus opposés à l'UE, ceux qui en ont une vision négative, se rencontrent aussi bien chez les femmes et les plus âgés que chez les cadres ou les inactifs au foyer. Si les étudiants ont une vision plus positive de l'UE, ceux qui ont terminé leurs études au-delà de l'âge de 20 ans en ont une vision plus négative.

On observe donc que la question de « l'eupéanité » de la Turquie et celle du soutien à l'UE ne vont pas de pair et en tout cas ne s'articulent pas aux mêmes segmentations sociologiques.

Graphique 4 : Premier plan factoriel de l'ACM spécifique sur 4 questions d'opinions relatives au soutien à l'UE, échantillon turc



Source : Eurobaromètre 64.2, automne 2005

Cette mosaïque des représentations sociales attachées à l'Europe en Turquie nous amène à nous demander quels sont les formes récentes et les fondements historiques de l'euroscpticisme en Turquie.

III - Comment expliquer la montée de l'eurospecticisme en Turquie ? L'apport des modèles d'analyse des attitudes à l'égard de l'Europe

Dans le contexte des développements que connaît l'UE depuis le début des années 1990, les modèles explicatifs des attitudes à l'égard de l'Europe et de l'intégration européenne ont privilégié trois principales perspectives d'analyse : les approches économiques ou « utilitaristes » ; les logiques politiques ; les analyses en termes culturels et identitaires. Dans quelle mesure ces modèles sont-ils explicatifs lorsqu'on les applique à un pays candidat à l'UE, la Turquie, présentant une trajectoire historique et un terrain sociologique très spécifiques.

III.1 Les approches économiques ou utilitaristes

Selon les approches économiques ou « utilitaristes », les attitudes des citoyens à l'égard de l'UE seraient déterminées en fonction de leur propre intérêt, sur la base d'un calcul rationnel en termes de coûts et bénéfices de l'intégration européenne [Gabel et Palmer, 1995 ; Gabel, 1998]. L'hostilité à l'égard du projet européen, voire son rejet, interviendrait donc dès lors que les coûts seraient jugés supérieurs aux bénéfices. A partir de la distinction proposée entre le soutien par les *inputs* et par les *outputs*, de nombreux auteurs ont établi une différenciation entre le « soutien diffus » (affectif) et le « soutien spécifique » (utilitariste). Le soutien affectif peut être défini comme « (...) *un réservoir d'attitudes favorables ou de bonne volonté qui aide les membres à accepter ou tolérer des outputs auxquels ils sont opposés ou encore l'effet qu'ils perçoivent être dommageable à leur volonté* » [Easton, 1965, p. 273]. Source stable de soutien politique pour les institutions, le soutien diffus rend compte de la loyauté des citoyens envers la communauté politique, de la légitimité et de la popularité du système ainsi que de ses institutions politiques. A l'inverse, le soutien spécifique s'avère potentiellement moins stable en étant orienté vers les actions et les performances du gouvernement ou des élites politiques.

Le niveau du soutien « utilitariste », qui est directement lié à des perceptions en termes de pertes ou de gains, est mesuré dans les Eurobaromètres par les indicateurs de soutien à l'appartenance à l'UE, de bénéfices espérés de l'intégration européenne ainsi que des significations associées à l'UE. Les résultats obtenus dans les nouveaux Etats membres depuis 2004 et dans les pays candidats à l'UE traduisent un soutien avant tout utilitariste des populations concernées [Christin, 2006]. En s'inscrivant dans ce cadre d'analyse, les tendances observées en Turquie depuis l'année 2001 permettent de mettre en évidence très clairement l'importance du soutien « utilitariste » des citoyens turcs à l'intégration européenne, dont témoignent un soutien élevé et stable à l'appartenance à l'UE, de forts bénéfices espérés de l'intégration européenne ainsi que la priorité accordée à la dimension économique et sociale de l'intégration européenne dans les significations associées à l'UE⁶.

⁶ Les significations prioritaires associées à l'UE par les citoyens turcs interrogés dans le cadre des EB depuis 2001 sont la « prospérité économique », la « liberté de circulation au sein de l'UE » et la « protection sociale ». La perception turque de l'espace européen se distingue ainsi de celle partagée par la moitié des PECO, anciens satellites de l'URSS durant la guerre froide, pour qui la paix représente l'une des priorités associées à l'image de l'UE. En privilégiant la dimension économique et sociale de l'intégration européenne, l'opinion publique turque marque un décalage significatif avec le discours officiel des élites politiques nationales, qui établit la légitimité de l'appartenance de la Turquie à l'UE avant tout sur le partage de valeurs - culturelles, sociales et politiques - héritées d'un passé commun. Les approches en termes de calcul rationnel sur les coûts et bénéfices de l'intégration européenne expliqueraient aussi en partie les réticences exprimées à l'égard de l'élargissement, et plus particulièrement de l'adhésion de la Turquie à l'UE, par les citoyens de certains Etats membres de l'UE, comme la France. Une double préoccupation d'ordre économique serait à

III.2. Les approches identitaires ou culturelles

Les approches en termes culturels et identitaires mettent davantage l'accent sur le poids des peurs et des craintes d'une perte des traditions et de la culture nationale pour expliquer l'opposition à l'appartenance à l'UE [De Master et Le Roy, 2000 ; Carey, 2002 ; McLaren, 2002 et 2004]. Plus largement, l'intégration européenne est perçue comme une menace sur l'intégrité de l'Etat-nation, qui demeure le cadre de référence des identités nationales. Comme l'affirme Lauren M. McLaren à propos des inquiétudes exprimées par les citoyens européens, « *It is, therefore, a generalized worry about the changing nature of the nation and nation-state that will lead many Europeans to be critical of the EU – since this institution is likely to be seen as contributing to this change. This is because the EU is not just a free trade zone, but rather is making policies that were formerly within the prerogative of the nation-state, and it is likely to be seen as having a homogenizing effect on the member states. The uniqueness of national cultures and the exclusive control over the resources of the nation-state are, in turn, seen as being under threat by the EU* » [McLaren, 2002]. Etudiant les partis politiques eurosceptiques en Europe, Paul Taggart défend l'hypothèse selon laquelle une dimension importante de l'euroscepticisme se fonderait sur la « politique de l'identité », qui conduit les individus à percevoir l'Etat-nation comme le point de référence central pour l'identité et l'UE comme une entité qui sape l'intégrité de l'Etat-nation [Taggart, 1998].

Ces approches, centrées sur la notion de menace culturelle, peuvent se révéler ici opératoires pour interpréter la forte montée de l'euroscepticisme observé en Turquie depuis l'année 2004. Selon ce courant d'analyse, en effet, l'opposition croissante des citoyens turcs à l'appartenance à l'UE pourrait être interprétée comme une réaction d'ordre nationaliste face à la menace perçue des effets du processus d'intégration européenne sur les fondements de l'Etat-nation en Turquie. Dans cette perspective, Stéphane Yérasimos soulignait ainsi que « *les deux objectifs majeurs fixés par le fondateur de la République et consacrés comme un dogme, celui du kémalisme, à savoir l'indépendance, c'est-à-dire la souveraineté, et l'occidentalisation, avec son indispensable corollaire, la laïcité, se télescopent dans le processus d'adhésion à l'UE. Ainsi, l'entrée dans l'UE, qui serait l'aboutissement d'un processus biséculaire d'occidentalisation, se présente en même temps comme l'abandon des attributs de l'Etat-nation, pire, comme une perte d'indépendance au profit d'une entité perçue comme modèle en même temps que comme adversaire* » [Yérasimos, 2005, p. 70].

III.3. Les eurosceptiques turcs : comme les autres ?

Nous souhaitons tester la validité empirique des modèles explicatifs que nous venons de rappeler en analysant les profils des eurosceptiques turcs dans trois dimensions d'opinions sur l'Europe et l'UE : les significations qu'ils attachent à l'UE, les effets qu'ils en attendent et les peurs qu'elle leur inspire. Qu'en est-il en effet parmi les Turcs qui déclarent que l'appartenance de leur pays à l'UE ne sera pas « une bonne chose » ? Accentuent-ils les dimensions économiques/utilitaires (refus du soutien à l'UE car les bénéfices attendus sont trop faibles par rapports aux coûts) ou diffuses/identitaires ? La rationalité économique prend-elle chez eux le pas sur l'identité ? Afin de mieux

l'origine du rejet exprimé : les craintes d'un afflux massif de travailleurs immigrés, en particulier originaires de Turquie, et de ses effets sur la situation économique du pays ; les craintes concernant la capacité d'absorption par l'UE d'un grand pays comme la Turquie, ainsi que sur le coût de l'absorption.

comprendre s'il existe des spécificités turques dans les réponses à ces questions, nous avons comparé de manière systématique les eurosceptiques turcs à ceux des autres pays.

Les données des tableaux 6 à 8 montrent que si les dimensions économiques et sociales de l'appartenance de la Turquie à l'UE ne sont pas absentes des préoccupations ou des significations données à l'Europe par les eurosceptiques turcs (qui citent davantage la prospérité économique et la protection sociale comme mots associés à l'Europe que les eurosceptiques des autres pays), les craintes et les significations négatives associées à l'Europe sont avant tout identitaires et culturelles. La hiérarchie des peurs liées à l'intégration européenne, tout comme la hiérarchie des significations attachées à cette intégration, montre clairement que tout ce qui touche à la perte de l'identité culturelle, ou de l'identité et de la culture nationales, à la langue, devance en Turquie nettement les autres préoccupations : les eurosceptiques turcs privilégient davantage que ceux des autres pays les dimensions identitaires qu'utilitaires dans leur refus du soutien à l'Europe.

Tableau 6 : Les significations associées à l'Union européenne, parmi ceux qui considèrent que l'appartenance de leur pays à l'UE ne sera pas ou n'est pas une « bonne chose » (% horizontaux)

	Turquie	Pays candidats	Nouveaux membres (UE10)	Anciens membres (UE15)	UE25
Paix	9	11	13	16	15
Prospérité économique	17	9	8	6	6
Démocratie	9	10	9	7	8
Protection sociale	17	2	7	5	5
Liberté de voyager, étudier, travailler au sein de l'Union	12	23	38	33	35
Diversité culturelle	10	13	13	15	14
Voix plus importante dans le monde	3	9	8	11	10
Euro	10	13	17	34	29
Chômage	14	26	34	39	38
Bureaucratie	11	17	31	37	35
Gaspillage d'argent	14	23	36	55	49
Perte de l'identité culturelle	38	36	20	32	29
Criminalité	26	31	30	41	38
Pas assez de contrôle des frontières	15	17	15	40	33

Source : Eurobaromètre 64.2, automne 2005. Nota bene : à l'automne de 2005, « pays candidats » = Bulgarie, Roumanie, Turquie, Croatie, RTCN

Tableau 7 : Les effets négatifs attendus de l'Union européenne, parmi ceux qui considèrent que l'appartenance de leur pays à l'UE ne sera pas ou n'est pas une « bonne chose » (% horizontaux)

	Turquie	Pays candidats	Nouveaux membres (UE10)	Anciens membres (UE15)	UE25
Sur la sécurité du pays	58	48	41	60	54
Sur les exportations	56	64	49	48	48
Sur le niveau de vie	58	48	41	60	54
Sur l'agriculture	56	64	49	48	48
Sur l'industrie	58	48	41	60	54
Sur le secteur des services	56	64	49	48	48
Sur l'emploi	58	48	41	60	54

Source : Eurobaromètre 64.2, automne 2005. Nota bene : à l'automne de 2005, « pays candidats » = Bulgarie, Roumanie, Turquie, Croatie, RTCN

Tableau 8 : Les peurs associées au développement de l'intégration européenne, parmi ceux qui considèrent que l'appartenance de leur pays à l'UE ne sera pas ou n'est pas une « bonne chose » (% horizontaux)

	Turquie	Pays candidats	Nouveaux membres (UE10)	Anciens membres (UE15)	UE25
Perte de pouvoir pour les plus petits Etats membres	47	68	75	70	71
Augmentation du trafic de drogue et du crime organisé international	54	73	83	83	83
Que la langue nationale soit moins utilisée	62	62	61	54	56
Que le pays paie de plus en plus à l'Union européenne	51	73	83	86	85
La perte des avantages sociaux	44	61	66	75	72
La perte de l'identité et de la culture nationales	62	64	63	66	65
Une crise économique	48	65	71	71	72
Le transfert d'emplois vers d'autres pays membres où l'on produit moins cher	49	62	79	89	85
Plus de difficultés pour les agriculteurs	56	74	85	81	82
La fin de la monnaie nationale	54	62	74	76	75

Source : Eurobaromètre 64.2, automne 2005. Nota bene : à l'automne de 2005, « pays candidats » = Bulgarie, Roumanie, Turquie, Croatie, RTCN

Plusieurs autres indicateurs figurant dans les EB ainsi que les résultats d'enquête réalisée en Turquie en 2003 confirment dans une large mesure l'importance de ces perceptions fondées sur des inquiétudes culturelles et identitaires parmi la population

turque en général et non plus seulement parmi ceux qui déclarent que l'appartenance de leur pays à l'UE ne serait pas une « bonne chose ». En premier lieu, l'attachement à la nation demeure très largement prédominant parmi les citoyens turcs au détriment de l'identification européenne. 57 % des Turcs se déclaraient "exclusivement turcs" au printemps 2004. De même, les citoyens turcs apparaissent divisés sur le fait de revendiquer une composante européenne de leur identité. Ceux qui se déclarent fiers d'être "européens" (48 %) sont aussi nombreux, à l'automne 2003, que ceux qui n'en retirent aucune fierté ou ne se sentent pas européens (49 %). En second lieu, les transferts de souveraineté nationale au profit de l'UE apparaissent une question particulièrement sensible pour la population turque⁷. Enfin, les craintes associées au processus d'intégration européenne par les citoyens turcs interrogés soulignent le poids des facteurs d'ordre culturel et identitaire : la « perte de l'identité nationale et de la culture » ainsi que la « fin de la monnaie nationale » et la « perte de la langue nationale » constituent parmi l'ensemble de la population turque le trio de tête des peurs associées à l'UE.

Les résultats d'une enquête réalisée en Turquie en 2003 par l'Open Society Institute et l'Université Bo_aziçi (Istanbul) confirment ces résultats en soulignant la perception majoritaire chez les répondants d'un lien entre l'intégration européenne et l'affaiblissement de l'Etat-nation. 53% des personnes interrogées en Turquie partagent en effet l'opinion selon laquelle la satisfaction de toutes les exigences de l'UE par la Turquie marquera la fin de l'Etat turc. 36% ne partagent pas cette opinion et 11% ne s'expriment pas sur le sujet.

III.4. Le poids de l'histoire et de la mémoire : les « syndromes » de la Turquie (Sèvres, Tanzimat)

Les approches en termes culturels et identitaires, qui mettent l'accent notamment sur le nationalisme, peuvent également être utiles ici afin de comprendre le rejet croissant de l'UE par les citoyens turcs ainsi que le faible sentiment d'appartenance à l'identité européenne exprimée par ces derniers. Le poids de la mémoire historique et les fondements de l'identité nationale en Turquie sont susceptibles de jouer un rôle important dans ce reflux d'une composante identitaire européenne. L'invocation des « syndromes » de la Turquie et de leur poids dans la culture politique turque contemporaine pourrait permettre ici de mieux saisir le rapport ambigu, sinon ambivalent, des Turcs à l'Europe, dont témoigne les résultats des enquêtes d'opinion comme les EB : le « syndrome des Tanzimat », et le « syndrome de Sèvres », « *deux prémisses du récit généalogique fondateur du nationalisme turc moderne* » [Yılmaz, 2005, p. 192], renvoient à l'histoire politique turque contemporaine [Lewis, 1998 ; Zurcher, 2003]. Durant plusieurs siècles, l'Empire ottoman a constitué la principale menace face aux puissances de l'Europe chrétienne. Par la suite, la fondation de l'Etat-nation et la définition de l'identité nationale turque reposent sur une guerre de Libération nationale (1919-1922) menée par le mouvement kémaliste contre l'invasion et l'occupation du territoire anatolien par les puissances occidentales, qui ont également contribué à développer une relation jugée souvent ambivalente, voire paranoïaque, vis-à-vis de l'Europe. Comme le rappelait Stéphane Yérasimos, « *la fondation de l'Etat-nation est ainsi considérée, aussi bien par l'historiographie que par la mémoire collectives turques, comme ayant été obtenue contre*

⁷ Les EB mettent en évidence les fortes réticences des citoyens turcs face à la perspective de la perte des prérogatives nationales, qui se traduisent notamment par une opposition au principe de décisions communes entre la Turquie et l'UE concernant la politique de défense nationale (57% des citoyens turcs interrogés estiment que seul le gouvernement turc doit prendre les décisions dans ce domaine et 34% que les décisions doivent être communes, contre 57% au niveau européen). Cf. *Eurobarometer 62. Türkiye. op. cit.*, p. 37.

l'Europe, la volonté de celle-ci restant symbolisée par le traité de Sèvres et la victoire nationale par celui de Lausanne » [Yérasimos, 2005, p. 72].

Par la suite, ces deux syndromes se sont renforcés et diffusés dans la société sous l'impulsion du kémalisme, l'idéologie fondatrice de la République turque, à travers divers canaux (éducation nationale, médias, littérature). En offrant une interprétation de la nature des relations entre l'Empire ottoman et la Turquie, d'une part, et les grandes puissances européennes, ces syndromes sont associés, selon Hakan Yılmaz, au courant conservateur nationaliste en Turquie, qui a fait le choix stratégique de tourner le dos à l'Europe. Plus central, le syndrome de Sèvres reposerait ainsi sur le souvenir traumatique d'une confrontation violente avec l'Europe, dont les exigences communautaires actuelles ne constitueraient que la réactualisation sous d'autres formes d'une volonté hégémonique sur le pays, qui s'est incarnée dans le passé à travers les croisades, les capitulations, ou encore le traité de Sèvres marquant le découpage territorial de la Turquie :

« Les Européens perçoivent les Turcs comme les envahisseurs et les occupants illégitimes de terres appartenant aux chrétiens d'Europe et comme les oppresseurs de ces peuples. C'est pourquoi, en poursuivant le même raisonnement, les Européens ont constamment essayé de chasser les Turcs des territoires ancestraux des chrétiens d'Europe pour les restituer à leurs propriétaires légitimes – Arméniens et Grecs par le passé et Kurdes aujourd'hui. Partie des croisades du Moyen Age, cette historique "bataille des missionnaires" d'Europe a atteint son point culminant avec le traité de Sèvres de 1920, qui met fin à la Première Guerre Mondiale et selon les termes duquel la Turquie se trouve dépecée entre les puissances occidentales et les minorités chrétiennes alliées avec elles. Tout Européen cache en lui un croisé ! » [Yılmaz, 2005, p. 207]

Dans les perceptions actuelles des relations turco-européennes, ce poids du passé et de la mémoire historique semble demeurer très présent en Turquie. Pour certains milieux sociaux et politiques turcs, principalement nationalistes et souverainistes, les exigences formulées par l'UE – en particulier concernant les droits des individus et des minorités - à l'encontre de la Turquie dans le cadre du processus d'adhésion traduisent avant tout la volonté de réactiver les clauses du traité de Sèvres.

Certaines enquêtes d'opinion réalisées sur le plan national tendent à confirmer les places respectives du « syndrome de Sèvres » et du « syndrome des Tanzimat » dans les perceptions et représentations populaires. Les résultats du sondage réalisé en 2003 par l'Open Society Institute et l'Université Bo_aziçi permettent ainsi de mesurer plusieurs indicateurs du syndrome de Sèvres dans l'opinion publique turque. Une majorité des personnes interrogées établissent ainsi un lien entre passé et présent concernant les intentions historiques de l'Europe envers la Turquie. En effet, 54% d'entre elles estiment que les Etats européens essaient actuellement de diviser la Turquie et de la gouverner, de la même façon qu'ils ont tenté par le passé de régner sur l'Empire ottoman, tandis que 33% pensent le contraire et 13% n'expriment pas d'opinion. Des résultats comparables sont obtenus concernant la mise en perspective du processus d'adhésion de la Turquie à l'UE avec certains événements jugés négatifs du passé, comme les croisades, les capitulations et le traité de Sèvres. Une majorité relative des répondants considère ainsi que les Européens sont animés par « l'esprit des croisés » dans leurs rapports avec la Turquie, qu'ils ont pour but de recréer la situation des capitulations du Moyen Age et de rabaisser la Turquie au rang de colonie économique, enfin qu'ils ont pour but de réactiver le traité de Sèvres de 1920⁸. De même, 36% des citoyens turcs interrogés partagent l'opinion selon laquelle les

⁸ Les questions posées étaient formulées de la façon suivante : « Certains pensent qu'un "esprit des croisés" régit les attitudes des Européens envers la Turquie. Etes-vous d'accord avec cette opinion ? » ; « Certains

conditions imposées à la Turquie par l'UE ne sont pas différentes des termes du traité de Sèvres de 1920. 27% ne partagent pas cette opinion, et 37% ne s'expriment pas sur le sujet. Le taux élevé de « sans opinions » témoigne cependant ici d'une certaine difficulté des citoyens turcs à articuler les enjeux actuels avec la mémoire historique.

III.5. Le poids du contexte sur les variations de l'eurospecticisme en Turquie : crises économiques et impact des conseils européens

Enfin, une dernière série de travaux a plus particulièrement mis l'accent sur le poids du contexte dans les variations dans le temps du soutien à l'appartenance à l'UE. Dans cette perspective, la plupart des recherches menées sur les variables longitudinales du soutien à l'UE ont mis en évidence l'influence conjointe de trois types de facteurs : les facteurs économiques ; la conjoncture politique nationale ; la conjoncture politique européenne. En nous appuyant sur cette grille d'analyse, nous interpréterons les variations du soutien des citoyens turcs à l'appartenance à l'UE au cours des cinq dernières années. Plusieurs travaux ont mis en évidence les relations entre la courbe des attitudes pro-européennes et l'évolution des principaux indicateurs macroéconomiques (comme le taux de chômage ou le taux de croissance du PIB) dans les Etats membres de l'UE [Bréchon, Cautrès, Denni, 1995 ; Cautrès, 1998 ; Cautrès et Denni, 2000]. La dégradation de la confiance ressentie vis-à-vis de l'Europe apparaît étroitement associée à la prise de conscience de l'existence d'une crise économique par les citoyens européens interrogés. De la même façon, on peut observer en Turquie les effets de la conjoncture économique sur les attitudes des citoyens turcs vis-à-vis de l'Europe. Durant la période 1999-2005, on peut observer deux chutes significatives du soutien à l'appartenance à l'UE. La période hiver 1999 - automne 2001 est marquée par une première chute des opinions favorables à l'Europe de 71% à 59% et par la hausse consécutive des opinions défavorables de 7% à 14%. Parmi les interprétations susceptibles d'être avancées pour expliquer cette diminution du soutien à l'appartenance à l'UE, nous pouvons formuler l'hypothèse que l'avènement d'une grave dépression économique et financière en Turquie au tournant des années 2000-2001 a pu contribuer à la cristallisation d'un rejet (temporaire) du processus d'intégration européenne⁹.

Enfin, le soutien des citoyens turcs à l'appartenance à l'UE peut également enregistrer des variations sous l'effet de la conjoncture politique européenne. Dans cette perspective, les fluctuations des positions des institutions européennes à l'égard de la candidature de la Turquie représentent un baromètre pour saisir l'état de l'opinion en Turquie. Si nous ne disposons pas de données des EB concernant la Turquie pour la période de la fin des années 1990, nous pouvons cependant formuler l'hypothèse que l'effet du choc psychologique lié à la profonde déception consécutive au sommet européen de Luxembourg (décembre 1997) a pu contribuer à la montée d'un certain euroscepticisme

pensent que les réformes qui ont été engagées pour l'accession de la Turquie à l'Union européenne s'apparentent aux capitulations des temps anciens. Etes-vous d'accord avec cette opinion ? » ; « Certains pensent que les réformes que l'UE exige de la Turquie s'apparentent aux concessions que les grandes puissances européennes exigèrent autrefois des Ottomans dans le cadre du traité de Sèvres. Etes-vous d'accord avec cette opinion ? ». Cf. « Euroscepticism in Turkey. Doubts, Anxieties and Fears of the Turkish Public concerning Europe and the European Union », Open Society Institute et Bo_aziçi University Research Fund, juillet 2003-juillet 2004. Le terrain de l'enquête a été mené en octobre et novembre 2003 dans 17 provinces et trois grandes zones métropolitaines de Turquie (Istanbul, Ankara, Izmir) auprès d'un échantillon de 2123 individus représentatifs de la population turque âgée de 18 ans et plus.

⁹ Cet argument doit être cependant relativisé dans la mesure où un « effet retard », d'environ un an à un an et demi, est généralement observé entre les courbes d'évolution des indicateurs de mesure des attitudes européennes et celles des principaux indicateurs macroéconomiques [Cautrès, 1998].

au cours des mois suivants. Tout en reconnaissant une « vocation européenne » à la Turquie, les chefs d'Etat et de gouvernements européens ne l'avaient alors pas retenu parmi la liste des dix pays candidats à l'adhésion à l'UE qui incluait les pays d'Europe centrale et orientale (PECO) ainsi que Chypre et Malte. De même, les conclusions du Conseil européen de Helsinki de décembre 1999 ont pu faire l'objet d'interprétations mitigées, sinon ambivalentes, de la part des citoyens turcs. Si le Conseil européen reconnaît alors le statut de pays candidat à la Turquie, il ne fixe cependant pas de date précise pour l'ouverture des négociations d'adhésion à l'UE en repoussant à nouveau les discussions au sommet européen de décembre 2002. Enfin, la vague d'élargissement de 2004, qui intègre les PECO en l'espace de quinze années seulement après l'effondrement de l'URSS, suivie par les adhésions de la Bulgarie et de la Roumanie au 1^{er} janvier 2007 et celle programmée de la Croatie, ont pu nourrir au sein de la population turque un sentiment d'injustice à l'égard de l'UE, accusée de ne pas respecter ses engagements passés envers la Turquie. L'idée de l'application de « double standards » d'adhésion à la Turquie s'est ainsi cristallisée dans une partie de l'opinion turque, comme en témoigne certains résultats d'enquêtes. Selon le sondage réalisé en 2003 par l'Open Society Institute et l'Université Bo_aziçi, 61,8% des personnes interrogées en Turquie partagent l'opinion selon laquelle l'UE traite la Turquie avec des doubles standards en lui imposant des conditions qu'elle n'a pas imposées aux autres pays candidats. 19,9% ne sont pas d'accord avec cette opinion et 18,4% ne s'expriment. De même, 49,7% estiment que l'UE n'acceptera pas la Turquie comme membre, même si cette dernière satisfait à l'ensemble des conditions requises. 39,8% ne partagent pas cette opinion et 10,4% ne s'expriment pas.

Le facteur de la conjoncture politique européenne peut se révéler plus explicatif, enfin, pour saisir la forte montée d'euro-scepticisme observée en Turquie depuis l'année 2004. Plus que l'évolution des relations avec les institutions européennes, les prises de positions adoptées par les élites politiques de certains Etats membres de l'UE (comme la France ou l'Allemagne), l'état des opinions des citoyens européens à l'égard de la candidature turque ainsi que l'orientation des débats publics portant sur la Turquie ont pu influé de façon significative sur le niveau de soutien à l'appartenance à l'UE en Turquie. Parmi les nombreux faits dans l'actualité européenne largement relayés par les médias turcs, qui ont pu contribuer à modifier en Turquie la perception de l'UE et de la poursuite du processus d'intégration européenne, les prises de positions publiques de certains représentants européens et leaders politiques nationaux à l'occasion d'événements liés à la construction européenne (Conseil européen, élections européennes)¹⁰ ainsi que les débats autour de la mention de l'héritage chrétien dans le préambule du texte de la Constitution européenne ont pu contribuer à renforcer l'idée en Turquie d'une UE associée à un « club chrétien »¹¹. Selon les résultats de l'enquête réalisée en 2003 par l'Open Society Institute et l'Université Bo_aziçi, 56,1% des personnes interrogées en Turquie partagent l'opinion

¹⁰ Parmi celles-ci, rappelons en particulier les déclarations de Valéry Giscard d'Estaing en novembre 2002, alors président de la Convention sur l'avenir de l'Europe, pour qui l'adhésion de la Turquie signifierait la fin de l'UE, les prises de position de l'UMP en France contre l'adhésion de la Turquie au printemps 2004 ou encore la campagne d'affichages de Philippe de Villiers, avec le slogan « Non à la Turquie en Europe ! », durant les élections européennes de 2004.

¹¹ Après la reconnaissance du génocide des Arméniens par la France en janvier 2001, qui avait suscité temporairement des réactions anti-françaises en Turquie, on mentionnera aussi le retour récent dans l'actualité politique française du débat sur la « question arménienne » à travers la proposition de loi du PS sur la pénalisation de la négation du génocide des Arméniens qui a été votée par l'Assemblée nationale le 12 octobre 2006. Cette proposition de loi, dont l'actualité a été très largement relayée par les médias turcs, a suscité de vives réactions en Turquie depuis les prises de positions des responsables politiques jusqu'aux menaces de rétorsions économiques. Nous ne disposons cependant pas de résultats d'enquêtes d'opinion qui permettra de mesurer l'impact de cette actualité sur l'état de l'opinion en Turquie.

selon laquelle l'UE a été fondée sur des valeurs chrétiennes. 30,2% ne sont pas d'accord avec cette opinion et 13,7% ne s'expriment pas.

Conclusion

Dans le cadre de notre communication, l'analyse des données d'enquêtes d'opinion a permis de mettre en évidence plusieurs résultats concernant les résistances à l'intégration européenne face à la question de l'adhésion de la Turquie à l'UE. En Europe, on observe une tendance commune marquée par un eurospecticisme majoritaire à l'égard de la candidature turque chez les citoyens européens, qu'il convient néanmoins de nuancer selon les pays en fonction des configurations nationales des débats publics liés à cette question. Il apparaît en effet une multidimensionnalité des opinions sur la Turquie qui se traduit par une perception différenciée des critères - politiques, économiques mais aussi géographiques, historiques et culturels - généralement avancés à l'égard de la candidature turque. A l'intérieur de chaque pays, comme entre les pays, des représentations diverses de l'adhésion turque à l'UE s'organisent au fur et à mesure que cette question perce dans le débat public et se structure. En Turquie, on constate parallèlement une mosaïque des opinions sur l'Europe et sur l'adhésion du pays à l'UE, qui met notamment en lumière le décalage entre la perception de « l'européanité » de la Turquie et celle de son intégration européenne chez les citoyens turcs. Les craintes identitaires et culturelles, qui s'expliquent en partie par le poids de la mémoire historique et les fondements de l'identité nationale dans ce pays qui traduisent une relation ambivalente avec l'Europe, apparaissent par ailleurs dominantes parmi les eurospectiques turcs, dont le nombre est croissant dans les dernières années.

Les résultats obtenus à partir d'une analyse des données d'enquête montrent ainsi la profonde complexité de la question de l'adhésion de la Turquie à l'UE dans les représentations populaires de part et d'autre. Ils soulignent l'important travail de pédagogie qu'il sera nécessaire de réaliser dans les décennies à venir par les gouvernements auprès des opinions publiques afin de clarifier les enjeux de l'intégration européenne de la Turquie et au-delà de l'avenir du projet européen.

Bibliographie

Akagül, Deniz et Vaner, Semih, *L'Europe avec ou sans la Turquie*, Paris, Editions d'Organisation, 2005.

Bréchon, Pierre et Cautrès, Bruno (dir.), *Les enquêtes Eurobaromètres. Analyse comparée des données socio-politiques*, Paris, L'Harmattan, 1998.

Carey, Sean, « Undivided loyalties : is National Identity an Obstacle to European Integration », *European Union Politics*, vol. 3, n°4, 2002, p. 387-413.

Çarko_lu, Ali et Rubin, Barry (éds.), *Turkey and the European Union. Domestic Politics, Economic Integration and International Dynamics*, Londres, Frank Cass, 2003.

Cautrès, Bruno, « Les attitudes vis-à-vis de l'Europe », dans Bréchon, Pierre et Cautrès, Bruno (dir.), *Les enquêtes Eurobaromètres. Analyse comparée des données socio-politiques*, Paris, L'Harmattan, 1998, p. 91-113.

Cautrès, Bruno, et Denni, Bernard, « Les attitudes des Français à l'égard de l'Union européenne : les logiques du refus », dans Bréchon, Pierre, et Perrineau, Pascal, et Laurent, Annie (dir.), *Les cultures politiques des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, p. 323-354.

Cautrès, Bruno, « Quelques grands indicateurs de soutien à l'Europe. Bénéfice et satisfaction vis-à-vis de l'appartenance de son pays à l'Union européenne », dans Cautrès, Bruno et Reynié, Dominique (dir.), *L'Opinion européenne 2000*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, p. 213-220.

Christin, Thomas, « Nouveaux Etats membres et pays candidats : les attitudes envers l'intégration européenne », dans Belot, Céline et Cautrès, Bruno (dir.), *La vie démocratique de l'Union européenne*, Paris, La Documentation Française, p. 97-113.

De Master, Sara et Le Roy, Michael K., « Xenophobia and the European Union », *Comparative Politics*, vol. 32, n°4, 2000, p. 419-436.

Easton, David, *A System Analysis of Political Life*, New York, Wiley, 1965.

Gabel, Matthew J. et Palmer, Harvey D., « Understanding Variation in Public Support for European Integration », *European Journal of Political Research*, vol. 27, n°1, 1995, p. 3-19.

Gabel, Matthew J., *Interests and Integration. Market Liberalization, Public Opinion and European Union*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1998.

Lewis, Bernard, *Islam et laïcité. La naissance de la Turquie moderne*, Paris, Fayard, 1988 (éd. originale : *The Emergence of Modern Turkey*, Oxford University Press, 1961).

Lindberg, Leon N. et Scheingold, Stuart A., *Europe's Would-Be Polity : Patterns of Change in the European Community*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1970.

Magnette, Paul, « La citoyenneté dans l'Union européenne. Force et limites des nouvelles formes de participation », dans Belot, Céline et Cautrès, Bruno (dir.), *La vie démocratique de l'Union européenne*, Paris, La Documentation Française, 2006, p. 111-128.

Magnette, Paul, *Le régime politique de l'Union européenne*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003.

McLaren, Lauren M., « Public Support for the European Union : Cost/Benefit Analysis or Perceived Cultural Threat », *The Journal of Politics*, vol. 64, n°2, mai 2002, p. 551-566.

McLaren, Lauren M., « Opposition to European Integration and Fear of Loss of National Identity : Debunking a Basic Assumption Regarding Hostility to the Integration Project », *European Journal of Political Research*, vol. 43, n°6, 2004, p. 895-911.

Monceau, Nicolas, « Les attitudes des élites turques à l'égard de la démocratie dans la perspective de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne », dans Massardier, Gilles et Vardar, Deniz (dir.), *Démocratie, démocraties. Pour une analyse comparée de la variété des parcours et transformations démocratiques*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques Politiques », 2007.

Monceau, Nicolas, *Contribution à une sociologie politique des élites réformatrices. Le cas de la Fondation d'Histoire de Turquie. Trajectoires, mobilisation, attitudes. 1980-2005*, thèse de doctorat en science politique soutenue le 21 novembre 2006 à l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble (Université Pierre Mendès France-Grenoble 2), 749 p.

Monceau, Nicolas, « Vers l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne : une candidature à rebondissements », dans Bélot, Céline et Cautrès, Bruno (dir.), *La vie démocratique de l'Union européenne*, Paris, La Documentation Française, 2006, p. 139-152.

Monceau, Nicolas, « L'adhésion de la Turquie à l'Union européenne et l'opinion publique turque », dans Stéphane Yérasimos (dir.), *Turquie : désir d'Europe ?*, *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, n°36, juillet-décembre 2003, p. 63-90.

Percheron, Annick, « Les Français et l'Europe. Acquiescement de façade ou adhésion véritable ? », *Revue française de science politique*, vol. 41, n°3, juin 1991, p. 395-404.

Renda, Günsel et Kortepeter, Max (ed.), *The Transformation of Turkish Culture. The Atatürk Legacy*, Princeton, The Kingston Press, 1986.

Scharpf, Fritz, *Gouverner l'Europe*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2000.

Taggart, Paul, « A Touchstone of Dissent : Euroscepticism in Contemporary Western European Party Systems », *European Journal of Political Research*, vol. 33, n°5, 1998, p. 363-388.

Vaner, Semih (dir.), *Modernisation autoritaire en Turquie et en Iran*, Paris, L'Harmattan, 1991.

Vaner, Semih (dir.), *La Turquie*, Paris, CERI / Fayard, 2005.

Yérasimos, Stéphane, « L'Europe vue de la Turquie », *Hérodote*, n°118, Paris, La Découverte, 3^e trimestre 2005.

Yılmaz, Hakan, « Le conservatisme turc et l'idée d'Europe », dans Sant Cassia, Paul et Fabre, Thierry (dir.), *Les défis et les peurs. Entre Europe et Méditerranée*, Arles, Actes Sud / MMSH, 2005, p. 187-218.

Yılmaz, Hakan, « Swinging between Eurosupportiveness and Euroskepticism : Turkish Public's General Attitudes towards the European Union » dans Yılmaz, Hakan (dir.), *Placing Turkey on the Map of Europe*, Istanbul, Bo_aziçi University Press, 2005, p. 152-181.

Yılmaz, Hakan, « Indicators of Euroskepticism in the Turkish Public Opinion by the end of 2003 : Basic Findings of a Survey » Yılmaz, Hakan (dir.), *Placing Turkey on the Map of Europe*, Istanbul, Bo_aziçi University Press, 2005, p. 182-186.

Zürcher, Erik J., *Turkey. A Modern History*, London & New York, I.B. Tauris & Co Ltd, 3^e éd., 2003.